

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

LE CONSEIL D'ETAT, section de
législation, première chambre,

saisi par le ministre de la
Justice

le 4 janvier 1941

d'une demande d'avis
sur les modifications visant
un projet de loi portant
certaines dispositions légales
en vigueur relatives à la re-
mise de l'armée sur pied de
paix

a donné en sa séance du

1. janvier 1941

l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wet-
geving, eerste kamer, de 4e Januari

door de Minister van Justitie

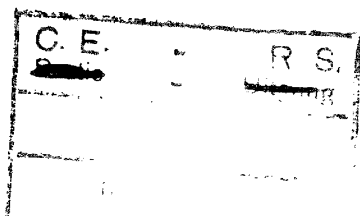
verzocht, hem

van advies te dienen over de
aanmerkingen bij een wetsontwerp
om bij dringende oorlogse bepalingen
geen gebruik te maken van de
het leger op vredevoet werd terug-
gevoerd

heeft ter zitting van

1. Januari 1941

het volgend advies uitgebracht



I . OBSERVATION GENERALE

La demande d'avis émane de M. le Ministre de la Justice et est relative à un projet de loi déjà voté par la Chambre des Représentants et actuellement soumis au Sénat.

Conformément à l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946, la demande du Ministre ne porte que sur les amendements proposés par la Commission de la Justice du Sénat.

C'est donc dans ces limites que le Conseil d'Etat donnera son avis.

II. EXAMEN DES AMENDEMENTS

Article 1er

1° il faut lire "25 mai 1945"

4° (du projet de la Chambre)

Pas d'observation.

5° (du projet de la Chambre)

A l'alinéa 1er de l'article 123 ter du Code pénal, l'arrêté-loi du 20 septembre avait remplacé les mots "la rétribution reçue par le coupable" par "la rétribution de l'activité du coupable" mais ces termes ont été modifiés à nouveau par la loi du 7 juin 1948. Il n'y a donc plus lieu de prévoir le maintien en vigueur de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 en tant qu'il interprète l'article 123 ter du Code pénal.

Toutefois, ce même arrêté-loi, par son article 2, insérerait dans le Code pénal un article 123 decies rendant les sociétés civilement responsables des condamnations prononcées à charge de leurs organes ou préposés pour

infractions à la sûreté extérieure de l'Etat et permettant la citation directe des sociétés devant la juridiction répressive par le ministère public ou la partie civile.

Ce texte n'a été ni abrogé ni remplacé par la loi du 7 juin 1948 qui se borne à prévoir certaines modalités relatives à son exécution. La suppression du 5° de l'article 1er du projet voté par la Chambre des Représentants aurait donc pour conséquence de faire disparaître l'article 123 decies du Code pénal et de modifier ainsi les règles applicables en matière de répression de la collaboration économique.

Si telle n'est pas l'intention de la Commission, le 5° devrait être maintenu et rédigé comme suit :

" les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 complétant le Code pénal par un article 123 decies."

6° (4° de la Commission)

Le projet voté par la Chambre des Représentants prévoit le maintien en vigueur de l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix. Cet article 4 permet de charger un substitut du procureur du Roi de remplir les fonctions d'officier du ministère public près un tribunal de police.

La Commission de la Justice propose de maintenir en vigueur l'arrêté-loi en entier. Cela permettrait au Roi, en cas de nécessité, de continuer à nommer aux places de juge de paix et de greffier existantes au moment du dépôt du projet de loi relatif à la réduction du personnel des cours et tribunaux.

Cela permettrait aussi de continuer à nommer des juges de paix de complément.

Il faut observer que contrairement à la généralité des arrêtés-lois pris en vertu de la loi du 20 mars 1945, l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix précise dans le texte des articles 1 et 4 que ces articles ne sont applicables que jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix. Cette précision était superflue étant donné qu'elle était déjà contenue dans la

loi sur laquelle l'arrêté-loi était fondé. Etant donné que la loi nouvelle prolongera les effets de ces articles au delà du terme qui est fixé, il est préférable, pour éviter toute équivoque de faire disparaître de leur texte le mots : "Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix et de rédiger le 6° comme suit: "L'arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix; aux articles 1 et 4 de cet arrêté-loi les mots "Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix" sont supprimés. "

Article 3

A l'article 3, la Commission de la Justice propose la suppression du § 1, relatif à l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.

Cet arrêté-loi donne au Ministre de la Justice des pouvoirs étendus :

- 1° L'entrée des étrangers en Belgique est subordonnée à son autorisation;
- 2° Il peut expulser du Royaume les étrangers
 - a) qui séjournent en Belgique sans l'autorisation requise
 - b) dont la présence est jugée nuisible ou dangereuse pour la sécurité ou l'économie du pays.
- 3° Il peut également les contraindre à s'éloigner de certains lieux ou à résider dans un lieu déterminé;
- 4° Il peut enfin les interner.

Cet arrêté érige également en délit l'entrée ou le séjour irrégulier en Belgique. Ces infractions sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Quant à celui qui aide un étranger à pénétrer ou à séjourner irrégulièrement en Belgique, il est passible d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 200 à 5.000 francs.

L'amendement proposé par la Commission de la Justice aura pour conséquence l'abrogation de ces dispositions à la date fixée pour la remise de l'armée sur pied de paix.

A partir de cette date, les étrangers qui pénètrent ou séjournent irrégulièrement en territoire belge et les personnes qui les y aident ne pourront plus être condamnées.

On en reviendra ainsi au régime existant avant 1939 et sous lequel les mesures de police suivantes pouvaient être prises à l'égard des étrangers :

- 1°- le refoulement à la frontière (décret du 23 messidor an III, article 9)
- 2°- le renvoi du territoire (décret du 28 vendémiaire an VI, article 7). Le Ministre de la Justice peut enjoindre à tout étranger séjournant en Belgique de quitter le territoire.
- 3°- spécialement le gouvernement peut en vertu des articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 faire reconduire à la frontière les étrangers qui seront trouvés mendiant ou en état de vagabondage.
- 4° -l'obligation de s'éloigner d'un certain lieu ou d'habiter dans un lieu déterminé (Loi du 12 février 1897, article 1).
- 5°- l'expulsion (Loi du 12 février 1897, article 1).

Ces deux dernières mesures visent les étrangers résidant en Belgique. Elles ne peuvent être prises que par arrêté royal et uniquement à l'égard des étrangers qui par leur conduite compromettent la tranquillité publique ou de ceux qui sont poursuivis ou ont été condamnés à l'étranger pour des crimes ou délits donnant lieu à extradition.

S'il s'agit d'un étranger qui compromet la tranquillité publique par une activité politique, l'arrêté devra être délibéré en Conseil des Ministres.

Telle est le régime que l'amendement rétablirait. Cet amendement ne suscite aucune observation au point de vue juridique.

Article 5

Observation générale

L'arrêté-loi du 26 mai 1944 a créé des juridictions militaires spécialement composées, chargées de connaître des infractions les plus graves contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Dans l'état actuel de la législation, toutes les affaires dans lesquelles un acte d'instruction est intervenu avant le 15 février 1946 pourront être jugées par ces juridictions, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.

Par contre, les affaires dans lesquelles aucun acte d'instruction n'est intervenu avant le 15 février 1946 doivent être jugées par les Conseils de guerre composés conformément à la loi de 1899.

Aux termes de l'article 16 de cette loi, en temps de guerre, les auteurs et complices des infractions prévues par le chapitre II du titre 1er du Livre II du Code pénal sont jugés par les Conseils de guerre ordinaires.

Quelles seront dès lors les conséquences de la remise de l'armée sur pied de paix, si des dispositions législatives nouvelles n'interviennent pas?

Toutes les affaires instruites postérieurement au 15 février 1946 et non encore définitivement jugées par les juridictions militaires ordinaires devront être déferée aux juridictions pénales ordinaires, en l'espèce principalement à la Cour d'Assises.

C'est pour éviter cette conséquence que l'amendement a été proposé.

La portée du nouvel article 5 est la suivante :

1° Les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi du 26 mai 1944 connaîtront des infractions susindiquées, pourvu qu'elles soient commises avant le 9 mai 1945, même si la date de l'acte d'instruction est postérieure à la remise de l'armée sur pied de paix.

2° Elles connaissent, en outre, des affaires dont elles étaient saisies avant la remise de l'armée sur pied de paix, alors même qu'il se révélerait au cours des débats que le premier acte d'instruction est postérieur au 15 février 1946.

3° Elles connaissent, enfin, des affaires qui ont fait l'objet d'un acte d'instruction postérieur au 15 février 1946 et antérieur à la remise de l'armée sur pied de paix.

Première observation

A la troisième ligne du texte de la Commission, il vaut mieux ne pas employer le verbe "continueront", car les juridictions militaires spéciales instituées par l'arrêté-loi du 26 mai 1944 ne connaissaient plus des infractions dans lesquelles un acte d'instruction n'était intervenu qu'après le 15 février 1946.

En outre, il faut éviter certaines applications rétroactives. Il va de soi que les actes d'instruction et les jugements, régulièrement intervenus sous l'empire de la législation actuelle, conserveront leur valeur.

C'est pour tenir compte de ces observations que le Conseil d'Etat propose le texte suivant:

" Les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi du 26 mai 1944, modifié par les arrêtés-lois des 18 septembre 1944, 9 janvier 1945, 4 mai 1945, 18 décembre 1945 et 30 janvier 1946, connaissent des infractions prévues par le chapitre II du titre Ier du livre II du Code pénal, commises avant le 9 mai 1945 et qui ont fait l'objet d'une instruction postérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix; elles connaissent, en outre, des infractions dont elles étaient saisies antérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix et de celles qui faisaient déjà l'objet d'une instruction. "

Deuxième observation

Le texte de la Commission ne prévoit pas explicitement que les affaires, dont les juridictions militaires spéciales pourront connaître, seront instruites ou continueront à être instruites conformément à la procédure particulière instituée par l'arrêté-loi du 26 mai 1944.

Article 11

L'article 11 du projet permettait, en vertu de l'article 1er de la loi du 5 mars 1935, des délégations nouvelles.

Le texte de la Commission maintient les délégations faites, mais ne permet plus de délégations nouvelles.

Le problème concerne surtout les délégations de magistrats à l'Auditorat général, afin d'assurer l'achèvement des affaires dont est saisie la Cour militaire.

Observations

I. Pour établir un parallélisme entre l'alinéa 1 et l'alinéa 2 de l'article 11 de la Commission, il vaudrait mieux commencer l'article par : "Les délégations ou désignations faites" ...

II. Le texte de la Commission ne vise pas l'article 3 de l'arrêté-loi du 9 mars 1940, qui prévoit la délégation de greffiers à la Cour militaire.

Il est question de cet article 3 à l'article 7 du projet transmis par la Chambre et non amendé par la Commission.

En effet,

l'article 3 de l'arrêté du 9 mars 1940 constitue le dernier alinéa de l'article 115 de la loi du 15 juin 1899 (Code de procédure pénale militaire) ainsi conçu :

"En temps de guerre, le Ministre de la Justice peut déléguer un ou plusieurs greffiers, greffiers adjoints ou commis greffiers des Cours et Tribunaux ou des Conseils de guerre pour remplir les fonctions de greffiers, conjointement avec le greffier et les greffiers adjoints de la Cour militaire."

L'article 7 du projet dispose :

"Les ... greffiers ... qui ont été, par application des dispositions des articles 115 ... de la loi du 15 juin 1899 ... délégués pour la durée du temps de guerre, à des fonctions ... dans les greffes des juridictions militaires, sont maintenus en fonctions, après la remise de l'armée sur pied de paix, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal."

Il y a là un manque d'harmonie avec l'article 11 de la Commission, qui maintient les délégations de magistrats jusqu'au 31 décembre 1954, alors que les délégations de greffiers sont maintenues jusqu'à une date à fixer par arrêté royal.

Même manque d'harmonie en ce qui concerne l'article 6 du projet de la Chambre.

III. Autre observation à propos de l'article 7 du projet de la Chambre :

On y parle des greffiers, alors que le dernier alinéa de l'article 115 de la loi de 1899 (article 3 de l'arrêté-loi du 9 mars 1940) parle des greffiers, greffiers adjoints ou commis greffiers.

L'article 7 du projet de la Chambre ne prévoit-il pas le maintien en fonction de ces deux dernières catégories ?

IV. D'après l'article 11 de la Commission, les délégations faites en vertu de l'article 2 de l'arrêté-loi du 9 mars 1940 (qui constitue le dernier alinéa de l'article 128 de la loi du 15 juin 1899) peuvent être maintenues jusqu'au 31 décembre 1954.

Voyons maintenant l'article 7 du projet de la Chambre.

" Les magistrats ... qui ont été, par application des dispositions des articles ... 128 de la loi du 15 juin 1899 ... délégués pour la durée du temps de guerre à des fonctions dans la magistrature militaire ... sont maintenus en fonctions, après la remise de l'armée sur pied de paix, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal."

Il y a contradiction entre les deux textes.

V. Le premier alinéa de l'article 11 de la Commission ne se concilie pas avec le dernier alinéa de l'article 7 du projet de la Chambre.

D'une part, on dit que les délégations peuvent être maintenues jusqu'au 31 décembre 1954, ce qui exclut de nouvelles délégations sur base de la loi de 1935 et de l'article 2 de l'arrêté du 9 mars 1940.

D'autre part, on dit que, jusqu'à une date à fixer par arrêté royal, il pourra être procédé ... à des délégations aux fonctions de substituts de l'Auditeur général et de greffiers adjoints à la Cour militaire.

VI. Le deuxième alinéa de l'article 11 de la Commission ne concorde pas avec le début du 3ème alinéa de l'article 7 du projet de la Chambre.

VII. Au premier alinéa de l'article 11 de la Commission, la date du 31 décembre 1954 a été omise dans le texte flamand

VIII. Au premier alinéa de l'article 11 de la Commission (texte français) il vaut mieux placer les mots : "jusqu'au 31 décembre 1954" avant les mots " nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix".

Conclusion relative à l'article 11 de la Commission, rapproché des articles 6 et 7 du projet de la Chambre.

Les manques de concordance que nous avons signalés exigent une refonte des articles susindiqués, dans un sens conforme à la volonté du législateur.

Article 15

Alinéa liminaire :

Au lieu de dire "jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal" il est préférable de dire : "jusqu'au jour qui sera fixé par le Roi".

1° Le texte voté par la Chambre des Représentants reproduisait l'intitulé de l'arrêté du 9 mars 1940. La Commission de la Justice du Sénat y a substitué un texte qui tient compte de la situation actuelle, en limitant les effets de l'arrêté-loi aux commissaires, inspecteurs et agents maintenus en fonctions au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

2° L'article 1er de l'arrêté-loi du 18 avril 1940 permet au Roi de transférer à l'administration de la Sûreté de l'Etat les fonctionnaires et agents de la police communale soumis à des obligations militaires. L'article 2 prévoit qu'ils seront rétribués comme les agents de la Sûreté. L'article 3 précise que pour leur pension ils sont censés être restés en activité de service à l'administration communale à laquelle ils appartiennent.

L'amendement a pour effet de limiter le maintien en vigueur de l'arrêté-loi aux dispositions relatives au traitement et à la pension de ceux qui ont été transférés à l'administration de la Sûreté en vertu de l'article 1er. Il ne soulève aucune critique.

3° Pas d'observation.

Article 17

Alinéa liminaire

Les mots "pour une durée indéterminée" devraient être supprimés. En effet, ils n'ajoutent rien au texte. En outre, en ce qui concerne le 2°, la durée est déterminée puisqu'elle est limitée à un an.

2° La loi du 5 mars 1935 a été complétée par l'arrêté-loi du 31 août 1945, qui, lui-même, a été modifié par l'arrêté-loi du 21 décembre 1945 et complété par la loi du 31 janvier 1947.

Il faudrait donc écrire :

"Les effets des réquisitions civiles opérées en vertu de la loi du 5 mars 1935, complétée par l'arrêté-loi du 31 août 1945, lui-même modifié par l'arrêté-loi du 21 décembre 1945 et complété par la loi du 31 janvier 1947."

Article 18

Pas d'observation

Article 20

Pas d'observation

Article 24 (23 de la Commission)

9° et 10° -Il s'agit de deux arrêtés-lois du 12 juin 1945, publiés au Moniteur du 23 juin et qui, dans leur texte primitif, étaient fondés sur la loi du 7 septembre 1939.

Toutefois, le Moniteur du 14 juillet 1945 publiait un erratum non signé, suivant lequel les mots "Vu la loi du 7 septembre 1939, complétée par la loi du 14 décembre 1944, donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires" étaient remplacés par "Vu la loi du 20 mars 1945, donnant au Roi, pour une durée limitée, des pouvoirs extraordinaires".

La Chambre des Représentants considérant que les textes étaient fondés sur la loi du 7 septembre 1939 et qu'ils restaient par conséquent en vigueur malgré la remise de l'armée sur pied de paix, avait supprimé leur mention dans le projet de loi. La Commission de la Justice du Sénat se fondant sur l'erratum, les a rétablis.

L'amendement de la Commission a pour effet de prévenir toute controverse au sujet du maintien en vigueur des deux arrêtés-lois.

Article 25 (de la Chambre)

Article 25 de la loi du 7 septembre 1939

Pas d'observation

Article 27 (25 de la Commission)

Article 27 de la loi du 7 septembre 1939

Pas d'observation

I. ALGEMENE OPMERKING.

De vraag om advies gaat uit van dhr Minister van Justitie en heeft betrekking op een ontwerp van wet, dat reeds door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen werd en thans bij de Senaat is ingediend.

Overeenkomstig alinea 3 van artikel 2 van de wet van 23 December 1946, slaat de vraag van de Minister enkel de amendementen, die door de Senaatscommissie van Justitie werden voorgesteld.

Door de Raad van State wordt dus, binnen deze perken, geadviseerd.

II. ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Artikel 1

4° (van de Kamer)

geen opmerking

5° (van de Kamer)

In alinea 1 van artikel 123 ter van het Strafwetboek, heeft de besluitwet van 20 September de woorden "de door de schuldige ontvangen vergelding" vervangen door "de vergelding der bedrijvigheid van de schuldige", doch bij de wet van 7 Juni 1948 werden deze bewoordingen opnieuw gewijzigd. Men hoeft dus niet langer te bepalen dat de besluitwet van 20 September 1945 van kracht blijft, in zover zij artikel 123 ter van het Strafwetboek interpreteert.

Nochtans werd door artikel 2 van die zelfde besluitwet in het Strafwetboek een artikel 123 decies ingelast, waarbij de vennootschappen burgerlijk aansprakelijk werden gesteld voor de veroordelingen, die wegens misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat tegen hun organen of aangestelden werden uitgesproken, en waarbij het openbaar ministerie of de burgerlijke partij gemachtigd worden de vennootschappen rechtstreeks voor de strafrechtbank te dagen.

Deze tekst werd noch opgeheven noch vervangen door de wet van 7 Juni 1948, die alleen sommige modaliteiten

in verband met zijn uitvoering bepaalt. De door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen afschaffing van het 5° van artikel 1 van het ontwerp zou dus tot gevolg hebben artikel 123 decies uit het Strafwetboek te weren en aldus de regelen te wijzigen, die inzake beteugeling van de economische collaboratie van toepassing zijn.

Is zulks niet de bedoeling van de Commissie, dan zou het 5° moeten gehandhaafd en als volgt gesteld worden :

" de artikelen 2, 3 en 4 van de besluitwet van 20 September 1945, ~~die~~ het Strafwetboek met een artikel 123 decies aanvult"

6° (4° van de Commissie)

Het ontwerp, dat door de Kamer der Volksvertegenwoordigers is aangenomen, bepaalt dat artikel 4 van de besluitwet van 20 September 1945 betreffende de inrichting en de dienst der vrederechten van kracht blijft. Krachtens dit artikel 4 mag een substituut-procureur des Konings gelast worden om de functies van ambtenaar van het openbaar ministerie bij een politierechtbank te vervullen.

De Commissie van Justitie stelt voor, de besluitwet in haar geheel van kracht te doen blijven. Hierdoor zou de Koning, indien nodig, verder kunnen voorzien in de benoeming tot de plaatsen van vrederechter en van griffier, die bij de indiening van het ontwerp van wet betreffende de vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken bestaan.

Hierdoor zouden ook verder bijgevoegde vrederechters kunnen benoemd worden.

Op te merken valt dat, in tegenstelling met de meest besluitwetten, die krachtens de wet van 20 Maart 1945 genomen zijn, de besluitwet van 20 September 1945 betreffende de inrichting en de dienst der vrederechten in haar artikelen 1 en 4 preciseert dat die artikelen slechts toepasselijk zijn tot het terugbrengen van het leger op vredesvoet. Deze bepaling was overbodig, aangezien zij reeds voorkwam in de wet, waarop de besluitwet was gegrond. Daar de nieuwe wet de uitwerking van die artikelen tot over de vastgestelde termijn zal verlengen, zou het, om alle dubbelzinnigheid te vermijden, de voorkeur verdienen dat de woorden :

" Tot op den bij koninklijk besluit vastgestellten dag voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet " zouden wegvallen en dat het 6° als volgt zou worden geredigeerd:

" De besluitwet van 20 September 1945 betreffende de inrichting en de dienst der vredegerechten; in de artikelen 1 en 4 van die besluitwet vallen de woorden weg: " Tot op den bij koninklijk besluit vastgestellten dag voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet ".

Artikel 3

In artikel 3 stelt de Commissie van Justitie voor, 1 van de besluitwet van 28 September 1939 op de vreemdelingenpolitie te laten wegvallen.

Deze besluitwet verleent aan de Minister van Justitie uitgebreide machten:

1° de vreemdelingen mogen niet in België komen zonder zijn machtiging;

2° hij kan uit het land zetten: de vreemdelingen

a) die zonder de vereiste machtiging in België verblijven;

b) wier aanwezigheid schadelijk of gevaarlijk wordt geacht voor 's lands veiligheid of 's lands economie;

3° hij kan ze eveneens verplichten zich uit bepaalde plaatsen te verwijderen of in een bepaalde plaats te verblijven;

4° tenslotte kan hij ze internen.

Dit besluit maakt eveneens tot wangedrijf het onregelmatig binnenkomen of verblijven in België. Deze misdrijven worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met een geldboete van 100 tot 1.000 frank.

Wat degene betreft, die een vreemdeling helpt bij het onregelmatig binnenkomen of verblijven in België, hij is strafbaar met gevangenis van vijftien dagen tot twee jaar en met een geldboete van 200 tot 5.000 frank.

Het amendement, dat door de Commissie van Justitie is voorgesteld, zal tot gevolg hebben dat die bepalingen worden opgeheven de dag waarop het leger op vredesvoet wordt teruggebracht.

Van die datum af zullen de vreemdelingen, die op onregelmatige wijze het Belgisch grondgebied binnendringen of er

onregelmatig vertoeven, en de personen, die hun daerbij behulpzaam zijn, niet langer kunnen veroordeeld worden.

Zodoende keert men terug naar het vóór 1939 bestaande regime, volgens hetwelk ten opzichte van de vreemdelingen de volgende politiemaatregelen konden getroffen worden:

- 1) het terugdrijven naar de grens (decreet van 23 messidor jaar III, artikel 9)
- 2) de verwijzing uit het grondgebied (decreet van 28 vendémiaire jaar VI, artikel 7).

De Minister van Justitie kan iedere vreemdeling, die in België verblijft, bevelen het grondgebied te verlaten.

- 3) in het bijzonder kan de Regering, krachtens de artikelen 10 en 19 van de wet van 27 November 1891, naar de grens doen terugbrengen de vreemdelingen die als bedelaar of in een toestand van landloperij zullen aangetroffen worden.
- 4) de verplichting om zich van een bepaalde plaats te verwijderen of in een bepaalde plaats te wonen (Wet van 12 Februari 1897, artikel 1).
- 5) het uit het land/zetten (Wet van 12 Februari 1897, artikel 1).

Die laatste twee maatregelen doelen op de vreemdelingen die in België een verblijfplaats hebben. Zij kunnen slechts bij koninklijk besluit getroffen worden, uitsluitend ten opzichte van de vreemdelingen die door hun gedrag de openbare rust in gevaar brengen of voor hen, die in het buitenland vervolgd of veroordeeld zijn voor misdaden en wanbedrijven die aanleiding tot uitlevering kunnen zijn.

Gaat het om een vreemdeling, die de openbare rust door politieke bedrijvigheid in gevaar brengt, dan moet over het besluit in Ministerraad beraadslaagd worden.

Artikel 5

De besluitwet van 26 Mei 1944 heeft speciaal samengestelde rechtscolleges opgericht, die kennis moeten nemen van de ergste misdrijven tegen de uitwendige veilig-

heid van de Staat.

In de huidige stand van de wetgeving kunnen al de zaken, waarin een akte van onderzoek bestaat die dagtekent van vóór 15 Februari 1946 door deze rechtscolleges gevonnist worden, niettegenstaande het leger op vredesvoet werd terugggebracht.

De zaken daarentegen, waarin geen akte van onderzoek bestaat die dagtekent van vóór 15 Februari 1946, moeten gevonnist worden door de krijgsraden die overeenkomstig de wet van 1899 samengesteld zijn.

Luidens artikel 16 van deze wet worden in oorlogstijd de daders en medeplichtigen van de misdrijven, bepaald in het hoofdstuk II van titel 1 van boek II van het Strafwetboek door de gewone Krijgsraden gevonnist.

Welke gevolgen zal derhalve het terugbrengen van het leger op vredesvoet hebben, ingeval geen nieuwe wettelijke bepalingen worden genomen ?

Alle zaken, die na 15 Februari 1946 werden onderzocht en nog niet definitief door de gewone militaire rechtscolleges zijn gevonnist, zullen naar de gewone strafrechtbanken moeten verwezen worden, hier hoofdzakelijk het Hof van Assises.

Het is om z u l k te vermijden dat het amendement voorgesteld werd.

De bedoeling van het nieuw artikel 5 is de volgende:

- 1° De militaire rechtscolleges, die samengesteld zijn overeenkomstig de besluitwet van 26 Mei 1944, zullen kennis nemen van de bovenbedoelde misdrijven, mits zij gepleegd werden vóór 9 Mei 1945, zelfs in geval de akte van onderzoek dagtekent van na het terugbrengen van het leger op vredesvoet.
- 2° Zij zullen bovendien kennis nemen van de zaken, die bij deze rechtscolleges aanhangig werden gemaakt voor dat het leger op vredesvoet werd teruggebracht, zelfs indien tijdens de debatten mocht blijken dat de eerste akte van onderzoek dagtekent van na 15 Februari 1946,
- 3° Zij nemen tenlaatste kennis van de zaken waarin een akte van onderzoek bestaat, die dagtekent van na 15

Februari 1946 en van vóór het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

Eerste opmerking.

Het ware beter het woord " verder " in de vierde regel van de tekst der Commissie niet te gebruiken, want de bij de besluitwet van 26 Mei 1944 ingestelde speciale militaire rechtscolleges namen geen kennis meer van de misdrijven waarin een akte van onderzoek bestond die dagtekende van een latere datum dan 15 Februari 1946.

Bovendien komt ^{het}er op aan toepassingen met terugwerkende kracht te vermijden. Het is klaar dat de akten van onderzoek en de vonnissen, die op regelmatige wijze plaats hadden onder toepassing van de huidige wetgeving, hun waarde behouden.

Rekening houdend met deze opmerkingen, stelt de Raad van State volgende tekst voor:

" De militaire rechtscolleges, die samengesteld zijn overeenkomstig de besluitwet van 26 Mei 1944, gewijzigd bij de besluitwetten van 18 September 1944, 9 Januari 1945, 4 Mei 1945, 18 December 1945 en 30 Januari 1946, nemen kennis van de bij Hoofdstuk II van Titel I van Boek II van het Strafwetboek bepaalde misdrijven, die vóór 9 Mei 1945 werden gepleegd en waarover een onderzoek werd ingesteld, nadat het leger op vredesvoet werd teruggebracht; zij nemen bovendien kennis van de misdrijven die bij hen aanhangig waren gemaakt voordat het leger op vredesvoet werd teruggebracht, evenals van de misdrijven waarover reeds een onderzoek was ingesteld".

Tweede opmerking.

De tekst van de Commissie bepaalt niet uitdrukkelijk dat de zaken, waarvan de bijzondere militaire rechtscolleges kennis zullen kunnen nemen, overeenkomstig de bij de besluitwet van 26 Mei 1944 ingestelde bijzondere rechtspleging zullen onderzocht of verder zullen onderzocht worden.

Artikel 11,--

Volgens artikel 11 van het ontwerp waren nieuwe afvaardigingen krachtens artikel 1 van de wet van 5 Maart 1935 toegelaten.

De tekst van de Commissie handhaaft de afvaardigingen die gedaan werden, maar staat er geen nieuwe toe.

De kwestie betreft vooral de afvaardigingen van magistraten naar het Auditoraat-generaal om de zaken af te handelen die bij het Militair Gerechtshof aanhangig zijn gemaakt.

Opmerkingen.

I

Om tussen alinea 1 en alinea 2 van artikel 11 van de Commissie parallellisme te bekomen, zou het artikel beter beginnen met de woorden : " De afvaardigingen en aanwijzingen ... "

II

De tekst van de Commissie verwijst niet naar artikel 3 van de besluitwet van 9 Maart 1940 waarbij de afvaardiging van griffiers naar het Militair Gerechtshof bepaald wordt.

Van dit artikel 3 wordt gesproken in artikel 7 van het ontwerp dat door de Kamer werd overgemaakt, maar door de Commissie niet werd geamendeerd.

Artikel 3 van het besluit van 9 Maart 1940 is inderdaad de laatste alinea van artikel 115 van de wet van 15 Juni 1899 (Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger) die luidt als volgt : " In tijd van oorlog, kan de Minister van Justitie één of verschillende griffiers, adjunct-griffiers of griffiers-klerken van de Hoven en Rechtbanken of van de Krijgsraden aanwijzen om de functie van griffier waar te nemen, samen met de griffier en de adjunct-griffiers van het " Militair gerechtshof. "

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt :

" De ... griffiers die te velds werden benoemd of die, bij toepassing van de bepalingen van de artikelen 115... der wet van 15 Juni 1899... voor de duur der oorlogstijd tot ambten... in de griffies der militaire rechtscolleges werden afgevaardigd,

blijven, nadat het leger op vredesvoet teruggebracht werd, in hun ambt gehandhaafd tot op een datum die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld".

Er is hier een gebrek aan harmonie met artikel 11 van de Commissie, waarbij de afvaardigingen van magistraten gehandhaafd worden tot 31 December 1954, waar de afvaardigingen van griffiers gehandhaafd blijven tot op een datum die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

Hetzelfde gebrek aan harmonie kan worden vastgesteld wat betreft artikel 6 van het ontwerp van de Kamer.

III

Een andere opmerking betreffende artikel 7 van het ontwerp van de Kamer:

Men spreekt er van griffiers, waar de laatste alinea van artikel 115 van de wet van 1899 (artikel 3 van de besluitwet van 9 Maart 1940) spreekt van griffiers, adjunct-griffiers of griffiers-klerken.

Zou artikel 7 van het ontwerp van de Kamer het behoud in hun ambt van deze laatste twee categorieën niet voorzien?

IV

Volgens artikel 11 van de Commissie kunnen de afvaardigingen krachtens artikel 2 van de besluitwet van 9 Maart 1940 (dat de laatste alinea is van artikel 128 van de wet van 15 Juni 1899) tot 31 December 1954 worden gehandhaafd.

Staan wij nu even stil bij artikel 7 van het ontwerp van de Kamer:

" De magistraten ... die, bij toepassing van de bepalingen van de artikelen ... 128 der wet van 15 Juni 1899 ..., voor de duur van de oorlogstijd, tot ambten in de militaire magistratuur... werden afgevaardigd, blijven, nadat het leger op vredesvoet teruggebracht werd, in hun ambt gehandhaafd tot op een datum die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld".

Er is tegenspraak tussen de twee teksten.

V

De eerste alinea van artikel 11 van de Commissie strookt niet met de laatste alinea van artikel 7 van het ontwerp van de Kamer.

Enerzijds wordt gezegd dat de afvaardigingen tot 31.12.1954 kunnen gehandhaafd worden, hetgeen nieuwe afvaardigingen uitsluit op grond van de wet van 1935 en van artikel 2 van het besluit van 9 Maart 1940.

Anderzijds wordt gezegd dat tot op een bij koninklijk besluit te bepalen datum mag worden overgegaan tot ... afvaardigingen voor de functies van substituut-auditeur-generaal en van adjunct-griffiers bij het Militair Gerechtshof.

VI

De tweede alinea van artikel 11 van de Commissie stemt niet overeen met het begin van alinea 3 van artikel 7 van het ontwerp der Kamer.

VII

In de eerste alinea van artikel 11 van de Commissie werd de datum van 31 December 1954 in de Nederlandse versie niet vermeld.

VIII

In de eerste alinea van artikel 11 van de Commissie (Franse ~~versie~~) zouden de woorden: "jusqu'au 31 décembre 1954" beter vóór de woorden: "nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix" komen te staan.

Conclusie betreffende artikel 11 van de Commissie, vergeleken met de artikelen 6 en 7 van het ontwerp van de Kamer.

De gebrekkige overeenstemming waarop hierboven wordt gewezen eist dat de bovengenoemde artikelen zouden omgewerkt worden in een zin die aan de bedoelingen van de wetgever beantwoordt.

Artikel 15.

Liminaire alinea.

In plaats van "tot op de dag, die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld" schrijven men bij voorkeur : "tot op de dag, die door de Koning zal worden vastgesteld".

1°)

De tekst, die door de Kamer der Volksvertegenwoordigers was aangenomen, nam de titel over van het besluit van 9 Maart 1940. De Commissie van Justitie van de Senaat stelt er een tekst voor in de plaats, die met de huidige toestand rekening houdt door de uitwerking van de wet te beperken tot de commissarissen, inspecteurs en agenten, welke op de datum van de inwerkingtreding der wet in functie zijn.

2°)

Bij artikel 1 van de besluitwet van 18 April 1940 kan de Koning de ambtenaren en agenten van de gemeentelijke politie, die aan militaire verplichtingen onderworpen zijn, aan het beheer van de Veiligheid van de Staat overdragen. Artikel 2 bepaalt dat zij zullen bezoldigd worden zoals de agenten van de Veiligheid. Artikel 3 bepaalt nader dat zij, voor hun pensioen, zullen geacht worden in dienstactiviteit te zijn gebleven bij het gemeentebestuur waartoe zij behoren.

Het amendement heeft tot gevolg dat de besluitwet van kracht blijft voor zover het de bepalingen betreft, die betrekking hebben op de wedde en het pensioen van degenen, die krachtens artikel 1 aan het beheer van de Veiligheid zijn overgedragen. Daarop valt geen critiek te oefenen.

3°)

Geen opmerkingen.

Artikel 17.

Liminaire alinea.

De woorden "voor een onbepaalde duur" zouden moeten wegval-
len. Zij voegen immers niets toe aan de tekst. Bovendien is voor
het 2° de duur vastgesteld, aangezien hij tot een jaar beperkt is.

2°)

De wet van 5 Maart 1935 is aangevuld geworden door de be-
sluitwet van 31 Augustus 1945, die op haar beurt is gewijzigd bij
de besluitwet van 21 December 1945 en aangevuld door de wet van 31
Januari 1947.

Er zou dus moeten staan :

"De uitwisselen van de burgerlijke opeisingen, die gedaan
zijn krachtens de wet van 5 Maart 1935, aangevuld bij de besluit-
wet van 31 Augustus 1945, op haar beurt gewijzigd bij de besluit-
wet van 21 December 1945 en aangevuld bij de wet van 31 Januari
1947".

Artikel 18.

Geen opmerkingen.

Artikel 20.

Geen opmerkingen.

Artikel 24. (23 van de Commissie)

9°) en 10°)

Het gaat hier om twee besluitwetten van 12 Juni 1945, be-
kendgemaakt in het Staatsblad van 23 Juni en die, in hun oorspron-
kelijke tekst, gegrond waren op de wet van 7 September 1939.

Het Staatsblad van 14 Juli 1945 bevatte evenwel een niet

.../...

ondertekend erratum, volgens hetwelk de woorden " Gelet op de wet van 7 September 1939, aangevuld bij de wet van 14 December 1941 waarbij aan den Koning buitengewone machten worden verleend " vervangen werden door " Gelet op de wet van 20 ^Mart 1945 waarbij aan den Koning, voor een beperkten duur, buitengewone machten worden toegekend. "

De Kamer der Volksvertegenwoordigers, overwegend dat de tekst gegrond waren op de wet van 7 September 1939 en dat zij dienvolgens van kracht bleven ondanks het terugbrengen van het leger op vredesvoet, had ze in het ontwerp van wet niet vermeld. De Commissie van Justitie van de Senaat heeft ze, zich steunend op het erratum, weder opgenomen.

Het amendement van de Commissie heeft tot gevolg dat elke twijfel omtrent ^{het} ~~van~~ kracht blijven van de twee besluitwetten voorkomen wordt.

Artikel 25.- (Van de Kamer)

Geen opmerkingen.

Artikel 27.- (25 van de Commissie)

Geen opmerkingen.

Etaient présents:

Waren aanwezig:

Messieurs: J. SÜETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
G. HOLOYE raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section
de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. SÜETENS, président

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. SÜETENS, voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs :

J. V. H. , Président du Conseil d'Etat , Président
Voorzitter van de Raad van State

De Heren :

V. L. V. H.

G. H. L. V. H.

, Conseillers d'Etat
, Raadsheren van State.

H. J. L. V. H.

G. H. L. V. H.

, Assesseurs de la section de législation
Bijzitters van de afdeling wetgeving.

G. H. L. V. H.

, Greffier,
Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

H. J. L. V. H., président

de H. J. L. V. H., voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,